

«L'Europe doit rejeter le plan de paix de Trump au Moyen-Orient»

EXCLUSIF - 50 anciens ministres des Affaires étrangères européens ou diplomates* s'inquiètent du plan américain pour le conflit israélo-palestinien. Il menace les droits des Palestiniens et l'avenir de la démocratie israélienne.

Par Tribune Collective

En tant qu'Européens soucieux de promouvoir le droit international, la paix et la sécurité dans le monde, nous exprimons notre profonde inquiétude [face au plan du président Trump pour le Moyen-Orient](#), intitulé «De la paix à la prospérité».

Ce plan est en contradiction avec les paramètres convenus au niveau international pour le processus de paix au Moyen-Orient, les résolutions pertinentes des Nations unies, notamment la résolution 2 334 du Conseil de sécurité, et les principes les plus fondamentaux du droit international. Au lieu de promouvoir la paix, il risque d'alimenter le conflit - au détriment des civils israéliens et palestiniens et avec de graves implications pour la Jordanie et la région au sens large. Il a suscité une opposition généralisée dans la région, en Europe et aux États-Unis.

Le plan permet l'annexion de parties importantes et vitales du territoire palestinien occupé. Il légitime et encourage les activités illégales de colonisation israélienne. Il ne reconnaît que les revendications d'une seule des parties sur Jérusalem et n'offre aucune solution équitable à la question des réfugiés palestiniens. Il projette un futur «État» palestinien sans contrôle et sans souveraineté sur son territoire fragmenté. La carte figurant dans le plan propose des enclaves palestiniennes sous contrôle militaire israélien permanent, qui évoquent des ressemblances effrayantes avec les bantoustans sud-africains.

Nous appelons l'Europe à rejeter le plan américain comme base de négociation et à prendre des mesures immédiates et efficaces pour contrer la menace d'annexion

«De la paix à la prospérité» n'est pas une feuille de route pour une solution viable à deux États, ni pour toute autre solution légitime au conflit. Le plan envisage une formalisation de la réalité actuelle dans le territoire palestinien occupé, dans lequel deux peuples vivent côte à côte sans droits égaux. Un tel résultat présente des caractéristiques similaires à celles de l'apartheid - un terme que nous n'utilisons pas à la légère.

La communauté internationale, en particulier l'Union européenne, doit empêcher qu'un tel scénario ne se produise, afin de préserver la dignité et les droits des Palestiniens, l'avenir de la démocratie israélienne et plus largement un ordre international fondé sur des règles. Nous nous félicitons de la déclaration du haut représentant de l'UE, Josep Borrell, soulignant l'engagement continu de l'UE en faveur d'une solution à deux États, fondée sur les frontières de 1967, conformément aux paramètres internationaux. Nous partageons pleinement l'avis de l'UE selon lequel les «mesures d'annexion israéliennes, si elles sont mises en œuvre, ne peuvent pas passer sans conséquences», car elles porteraient atteinte à la norme internationale fondamentale interdisant l'acquisition de territoire par la force.

Compte tenu de l'urgence de la situation, nous appelons l'Europe à rejeter le plan américain comme base de négociation et à prendre des mesures immédiates et efficaces pour contrer la menace d'annexion - et préserver ainsi l'ordre international fondé sur des règles.

*** Parmi les signataires:**

Douglas Alexander, ancien ministre d'État pour l'Europe et secrétaire d'État au Développement international, Royaume-Uni

Ben Bradshaw, ancien ministre d'État pour le Moyen-Orient, Royaume-Uni

Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre, Norvège

John Bruton, ancien premier ministre, Irlande

Micheline Calmy-Rey, ancienne ministre des Affaires étrangères et présidente, Suisse

Ingvar Carlsson, ancien premier ministre, Suède

Włodzimierz Cimoszewicz, ancien ministre des Affaires étrangères et premier ministre, Pologne

Daniel Cohn-Bendit, ancien coprésident du groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen, Allemagne

Joe Costello, ancien ministre d'État pour le Commerce et le Développement et président de la commission des Affaires européennes, Irlande

Willy Claes, ancien ministre des Affaires étrangères et secrétaire général de l'OTAN, Belgique

Massimo d'Alema, ancien ministre des Affaires étrangères et premier ministre, Italie

Teresa Patrício de Gouveia, ancienne ministre des Affaires étrangères, Portugal

Dominique de Villepin, ancien ministre des Affaires étrangères et Premier ministre, France

Ruth Dreifuss, ancienne présidente, Suisse

Alan Duncan, ancien ministre d'État pour l'Europe et les Amériques et ministre d'État pour le Développement international, Royaume-Uni

Espen Barth Eide, ancien ministre des Affaires étrangères, Norvège

Jan Eliasson, ancien ministre des Affaires étrangères et président de l'Assemblée générale des Nations unies, Suède

Uffe Ellemann-Jensen, ancien ministre des Affaires étrangères et président des libéraux européens, Danemark

Benita Ferrero-Waldner, ancienne ministre des Affaires étrangères et commissaire européenne aux Relations extérieures, Autriche

Sigmar Gabriel, ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, Allemagne

Peter Hain, ancien ministre d'État pour le Moyen-Orient, Royaume-Uni

Lena Hjelm-Wallén, ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre, Suède

Trinidad Jiménez, ancienne ministre des Affaires étrangères, Espagne

Tom Kitt, ancien ministre d'État pour le Développement d'Outre-mer et les droits de l'homme, Irlande

Bert Koenders, ancien ministre des Affaires étrangères, Pays-Bas

Martin Liedegaard, ancien ministre des Affaires étrangères, Danemark

Mogens Lykketoft, ancien ministre des Affaires étrangères et président de l'Assemblée générale des Nations unies, Danemark

Sven Mikser, ancien ministre des Affaires étrangères, Estonie

Per Stig Møller, ancien ministre des Affaires étrangères, Danemark

Holger K. Nielsen, ancien ministre des Affaires étrangères, Danemark

Andrzej Olechowski, ancien ministre des Affaires étrangères, Pologne

Marc Otte, ancien représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient, Belgique

Chris Patten, ancien vice-président de la Commission européenne, Royaume-Uni

Hans-Gert Pöttering, ancien président du Parlement européen, Allemagne

Jacques Poos, ancien ministre des Affaires étrangères, Luxembourg

Vesna Pusić, ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre, Croatie

Mary Robinson, ancienne présidente et Haute Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Irlande

Jacques Santer, ancien premier ministre et président de la Commission européenne, Luxembourg

Karel Schwarzenberg, ancien ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre, République tchèque

Robert Serry, ancien coordinateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Pays-Bas

Javier Solana, ancien ministre des Affaires étrangères, secrétaire général de l'OTAN et haut représentant de l'UE pour la Politique étrangère et de sécurité commune, Espagne

Michael Spindelegger, ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, Autriche

Jack Straw, ancien ministre des Affaires étrangères, Royaume-Uni

Gareth Thomas, ancien ministre d'État pour le Développement international

Erkki Tuomioja, ancien ministre des Affaires étrangères, Finlande

Ivo Vajgl, ancien ministre des Affaires étrangères, Slovénie

Jozias van Aartsen, ancien ministre des Affaires étrangères, Pays-Bas

Frank Vandenbroucke, ancien ministre des Affaires étrangères, Belgique

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, France

Sayeeda Warsi, ancienne ministre du cabinet et du ministère des Affaires étrangères pour les Nations unies, les droits de l'homme et la CPI, Royaume-Uni